

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 04 FEVRIER 2014**

FN/RT

**OBJET : N° 4.3.5 – TECHNIQUE – ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF –
SYSTEME ASSAINISSEMENT SECTEUR RUOMS – POINT AVANCEMENT –
MODALITES DEVOLUTION TRAVAUX – FONCIER – PROCEDURES REGLEMENTAIRES -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat (excusé).

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

**OBJET : N° 4.3.5 – TECHNIQUE – ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF –
SYSTEME ASSAINISSEMENT SECTEUR RUOMS – POINT AVANCEMENT
MODALITES DEVOLUTION TRAVAUX – FONCIER – PROCEDURES REGLEMENTAIRES -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).

Considérant que le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche a engagé un programme d'extension de la station d'épuration de RUOMS ; que, dans ce cadre, le Syndicat a attribué un marché de maîtrise d'œuvre à la société NALDEO et un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage au CABINET MERLIN ; que le projet d'extension nécessite l'accomplissement de formalités juridiques et administratives telles que le dépôt du dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, l'ouverture d'une enquête publique ou encore la passation de marchés publics ; qu'afin d'optimiser les délais de réalisation de l'ensemble des procédures requises, le Président, sur la base de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales, propose au Bureau syndical de lui accorder des délégations de pouvoir sans méconnaître les dispositions prises par le Comité Syndical le 25 novembre 2013 pour la période de vacance d'assemblées. Les délégations sollicitées auront pour objet de :

- l'autoriser à établir et déposer en Préfecture le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et de signer tous les documents afférents ;
- l'autoriser à prendre les décisions nécessaires à l'accomplissement de l'enquête publique qui sera menée dans les conditions prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement, et notamment adresser au Préfet la demande d'ouverture de l'enquête publique ;
- l'autoriser à prendre toute décision nécessaire à l'accomplissement de l'étude d'impact menée selon les modalités prévues par les articles L.122-1 et R.122-1 du Code de l'environnement ;
- l'autoriser à définir le programme de l'opération et en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- l'autoriser à engager la procédure de passation des marchés publics :
 - o D'extension de la capacité de la station d'épuration de RUOMS ;
 - o D'extension du réseau public d'assainissement des eaux usées sur le territoire de la commune de RUOMS – Quartier la Chapoulière ;
 - o De raccordement de la commune de LABEAUME au système d'assainissement des eaux usées de la commune de RUOMS ;
 - o De réhabilitation des réseaux d'eaux usées du système d'assainissement collectif de RUOMS sur les territoires des communes de RUOMS, PRADONS et CHAUZON.
- l'autoriser à signer lesdits marchés avec les entreprises ou les groupements d'entreprises qui auront été retenus.
- Les caractéristiques essentielles de ces marchés sont les suivantes :
 - o Extension de la capacité de la station d'épuration de RUOMS : procédure négociée avec mise en concurrence selon les modalités prévues par les articles 165 et 166 du Code des marchés publics. Travaux de restructuration de la station d'épuration intercommunale pour une capacité de 15 000 équivalents-habitants, avec traitement de l'azote et du phosphore et mise en œuvre d'un accueil des matières de vidange. Le coût prévisionnel est estimé à 2 320 000 €HT. Durée prévisionnelle du marché : deux ans. Les formalités de la procédure employée n'imposeront pas de limite maximale au nombre de candidats admis à concourir ; l'admission des candidats étant simplement subordonnée à la justification de leurs capacités techniques et financières à entreprendre une telle opération. Les critères de jugements des offres seront pondérés à 60 % pour le prix et 40 % pour la valeur technique.
 - o Extension du réseau public d'assainissement des eaux usées sur le territoire de la commune de RUOMS – Quartier la Chapoulière : procédure d'appel d'offres ouvert selon les modalités prévues par les articles 160 et 161 du Code des marchés publics. Travaux de création de branchements des campings et des domestiques en bordure de réseau à créer, création d'antennes de collecte (quartier la Chapoulière), création d'un réseau de collecte principal (env. 900 ml), création d'un poste de refoulement permettant de l'acheminement des effluents vers la station de RUOMS, création d'un réseau de transfert entre le Poste de refoulement et la station (env. 2600 ml), le cas échéant, création de déversoirs d'orages associés. Le coût prévisionnel est estimé à : 1 000 000 €HT. Durée prévisionnelle du marché : un an. Les critères de jugements des offres seront pondérés à 60 % pour le prix et 40 % pour la valeur technique.
 - o Raccordement de la commune de LABEAUME au système d'assainissement des eaux usées de la commune de RUOMS ; procédure d'appel d'offres ouvert selon les modalités prévues par les articles 160 et 161 du Code des marchés publics. Travaux de démolition de la station d'épuration actuelle de la commune de LABEAUME, création d'un poste de refoulement sur le site de la station existante ou à proximité permettant de relever les effluents vers la portion gravitaire favorable au cheminement des effluents, création d'un réseau de transfert entre le poste de refoulement la portion gravitaire (env. 2600 ml), création d'un réseau de collecte principal (env. 1500 ml), création de branchements adaptés aux caractéristiques des campings à raccorder, création de branchements domestiques situés en bordure de réseau à créer, traversée de l'Ardèche permettant de l'acheminement des effluents vers le réseau de RUOMS, le cas échéant, création de déversoirs d'orages associés. Le coût prévisionnel est estimé à : 1 216 000 €HT. Durée prévisionnelle du marché : un an. Les critères de jugements des offres seront pondérés à 60 % pour le prix et à 40 % pour la valeur technique.

- Réhabilitation des réseaux d'eaux usées du système d'assainissement collectif de RUOMS sur les territoires des communes de RUOMS, PRADONS et CHAUZON, procédure adaptée selon les modalités prévues par l'article 146 du Code des marchés publics, en application du III.2 de l'article 27 du CMP. Travaux de réhabilitation de tronçon de réseau sur le territoire des communes de RUOMS, PRADONS et CHAUZON ayant pour objectif de lutter contre l'intrusion d'Eaux Claires Parasites. Coût prévisionnel estimé à : 440 770 €HT. Durée prévisionnelle du marché : un an. Les critères de jugements des offres seront pondérés à 60 % pour le prix et 40 % pour la valeur technique.

Il est proposé au Bureau Syndical de décider de :

- autoriser le Président à établir et déposer en Préfecture le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et signer tous les documents afférents ;
- autoriser le Président à prendre toutes les décisions rendues utiles par la procédure d'enquête publique prévue aux articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement et notamment adresser une demande d'ouverture de l'enquête au Préfet ;
- autoriser le Président à prendre toutes les décisions nécessaires à l'accomplissement de l'étude d'impact menée selon les modalités prévues par les articles L.122-1 et R.122-1 du Code de l'environnement ;
- autoriser le Président à définir le programme de l'opération et en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- recourir, le cas échéant, à une décision collective de l'exécutif syndical comme prévu par la délibération du Comité Syndical du 25 novembre 2013 ;
- autoriser le Président à engager les procédures de passation des marchés publics de travaux et à signer ces marchés avec les entreprises ou les groupements d'entreprises qui auront été retenus.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL